

Communiqué de presse

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
LE MARDI 3 AVRIL 2001
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Une étude économique conclut à la rentabilité d'un investissement accru dans la lutte contre le tabac.

Sondage à l'appui, 90 groupes de santé demandent que la prochaine hausse des taxes sur le tabac serve à financer des programmes de réduction du tabagisme.

Montréal, le 3 avril 2001 – Lors d'une conférence de presse ce matin, un regroupement d'organismes de santé et de lutte contre le tabac ont dévoilé une étude du *Groupe d'Analyse Économique* qui démontre qu'une baisse progressive de la prévalence du tabagisme, en plus de prévenir des maladies et des décès évitables, se traduira par des économies de soins de santé substantielles pour le gouvernement.

« La lutte contre le tabac, c'est d'abord une question de santé publique, mais nous avons toujours été conscients du fardeau économique que représente le tabac pour le système de santé. Nous avons maintenant la preuve irréfutable qu'une diminution du taux de tabagisme aura pour effet de réduire de façon appréciable les coûts des soins de santé au Québec » a dit Louis Gauvin, porte-parole de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac.

Appuyé par un sondage *Léger Marketing* démontrant l'appui de près de 8 Québécois sur 10 (mars 2001), un regroupement de plus de 90 organismes québécois demandent que la prochaine hausse des taxes provinciales sur les produits du tabac soit utilisée pour financer des programmes de prévention et des programmes d'aide aux individus qui désirent arrêter de fumer. Le sondage montre que la volonté des Québécois sur ce sujet est sensiblement la même, qu'ils soient fumeurs (74%), ex-fumeurs (79.1%) ou qu'ils n'aient jamais fumé (79,3%).

Dirigée par l'économiste Pierre-Yves Crémieux, l'étude économique démontre, chiffres et méthodologie à l'appui, les impacts salutaires des investissements dans la prévention du tabagisme sur les coûts de santé.

Faits saillants de l'étude économique :

- Les économies liées à la réduction de l'ensemble des maladies causées par le tabac dues à une baisse de 1% du taux de tabagisme, et de une cigarette par jour par fumeur, se situent entre 10 et 20 millions de dollars par année. Ces économies sont récurrentes d'année en année, et n'incluent pas les coûts indirects liés au tabagisme comme la perte de productivité.
- Par exemple, une baisse de 1 % du taux de tabagisme pour une année donnée (jumelée à une baisse de la consommation moyenne de une cigarette par jour) conduit à une diminution annuelle d'environ 357 cas de maladies cardiaques et 267 cas de cancers du poumon au Québec. Les économies récurrentes en soins de santé liées à la baisse de ces deux maladies seraient d'au moins \$9,5 millions par année pour le Québec.
- Le budget annuel du programme californien associé à une réduction de 1% par année serait équivalent à \$ 27,8 millions pour le Québec.

- Des investissements plus substantiels et soutenus, provoquant des réductions annuelles de la prévalence du tabagisme au Québec, seraient rentables à moyens termes :

Investissement	Baisse du tabagisme	Retour sur chaque dollar investi	Bénéfice net
27,8 millions \$ par année	Baisse de 1 % par année pendant 10 ans (et de la consommation de une cigarette / jour)	De 1,88 \$ à 3,77 \$ pour chaque dollar investi	De 245,4 \$ à 768,7 \$ millions
75 millions \$ par année	Baisse de 1,5 % par année pendant 10 ans (et de la consommation de 1,5 cigarettes / jour)	De 1,05 \$ à 2,09 \$ pour chaque dollar investi	De 34,8 \$ à 819,7 \$ millions

Notes explicatives: Un investissement de \$27,8 millions par année dans un programme global de lutte contre le tabagisme, accompagné par des réductions annuelles de 1% de la prévalence du tabagisme (et de une cigarette par jour de la consommation), conduirait à des économies annuelles en coûts de santé supérieures aux dépenses du programme. Par exemple, après dix ans, avec un bénéfice de \$1,88 à \$3,77 pour chaque dollar investi, les économies nettes réalisées seraient de \$245,4 à \$768,7 millions. De façon similaire, un investissement plus substantiel de \$75 millions par année, accompagné par des réductions annuelles de 1,5% de la prévalence du tabagisme (et de 1,5 cigarettes par jour de la consommation) serait rentable. Par exemple, avec un bénéfice de \$1,05 à \$2,09 pour chaque dollar investi, les bénéfices nets après 10 ans seraient de \$34,8 à \$819,7 millions.

« Peu importe le nombre de millions de dollars que le gouvernement investit dans la lutte contre le tabac, il peut être assuré d'un retour sur son investissement. La seule différence est le nombre de Québécois qui se verraient épargnés de souffrance ou de décès causés par le tabac. » affirme Suzanne Lemire, porte-parole pour la Société canadienne du cancer, division du Québec.

Conséquences du tabac : Rappelons que le tabagisme cause plus de 12 000 décès par année au Québec, plus que toutes les autres causes de décès évitables réunies. « Certes, les chiffres sont importants, mais n'oublions surtout pas qu'il est question de prévenir la souffrance inutile, » a ajouté madame Ghislaine Francoeur à travers son électrolarynx. Cette victime du tabac insiste sur le fait que le gouvernement doit tout faire pour empêcher que les gens se retrouvent dans une situation similaire à la sienne. « Être atteint d'une maladie comme celle que j'ai subie à cause du tabac, ça bouleverse complètement la vie. Juste en terme de souffrance humaine, tout investissement pour réduire le nombre de victimes du tabac en vaut la peine. »

Coûts liés au tabagisme : Le tabagisme engendre des coûts annuels de plus de 2,7 milliards de dollars pour le Québec, lorsque l'on inclut les coûts directs de soins de santé comme les hospitalisations, les soins médicaux et les médicaments, ainsi que coûts indirects comme les pertes de productivité dues aux maladies et à la mortalité et d'autres coûts comme les incendies.

Dépenses de l'industrie du tabac : De son côté, l'industrie du tabac dépense au moins 89 millions de dollars par année pour faire la promotion de ses produits au Québec, sans compter ses efforts pour empêcher toute mesure législative restreignant la consommation de tabac. Voilà pourquoi le regroupement de 90 organismes communautaires et de santé souhaite l'investissement de sommes importantes dans la lutte contre le tabac : « Dans le cas du tabac, un financement élevé est nécessaire pour lutter à armes égales contre ceux qui propagent cette épidémie » dit Gilles Lépine, porte-parole pour la Fédération québécoise du sport étudiant.

Dépenses du Gouvernement du Québec : Le Gouvernement du Québec dépense annuellement près de 6 millions de dollars pour lutter contre le tabagisme et il a prévu ajouter, depuis l'automne dernier, une somme additionnelle de 5 millions de dollars pour rembourser les aides pharmacologiques à la cessation, telles le timbre

de nicotine ou le Zyban. « *C'est un bon début, mais c'est nettement insuffisant* » explique Louis Gauvin. En effet, le Gouvernement du Québec investit au total **11 millions de dollars**, soit **1,50 \$ par citoyen**, pour tenter de juguler un fléau dont les coûts pour la société sont près de 250 fois plus élevés. De plus, cet investissement **ne représente que 2 % des revenus de taxation provenant de la vente du tabac** (environ 500 millions de dollars). En comparaison, certains états américains investissent beaucoup plus dans des programmes de lutte contre le tabagisme : le Massachusetts (14,54 \$ CA / habitant), la Floride (7,68 \$ CA / habitant); la Californie (5,70 \$ CA / habitant).

Ressources nécessaires pour lutter contre le tabac : « *Les succès des programmes de lutte contre le tabagisme dépendent tout d'abord du niveau de financement dont ils bénéficient, et c'est ce qui fait le plus défaut au Québec* » explique Mario Bujold, directeur du Conseil québécois sur le tabac et la santé, un organisme qui oeuvre notamment auprès des jeunes dans les écoles. À cet égard, l'organisme américain *Center For Disease Control and Prevention (CDC)* a récemment proposé des barèmes budgétaires pour mettre sur pied des programmes de prévention du tabagisme qui soient efficaces. **Pour une population de la taille du Québec, le financement d'un tel programme devrait se chiffrer entre 8,67 \$ CA et 24,15 \$ CA per capita** (ou entre **64 et 178 millions \$ CA**).

En se basant sur ce barème, le regroupement demande au Gouvernement du Québec qu'il augmente progressivement les sommes qu'il investit dans les divers programmes de réduction du tabagisme pour atteindre, **dans trois ans, un montant annuel de 75 millions de dollars**. Il suggère qu'environ **50 % de la prochaine augmentation des taxes provinciales** sur le tabac soient alloués à la lutte contre le tabac, **à laquelle s'ajouterait une tranche moins importante de chaque hausse des taxes subséquente**. Selon la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, une augmentation de la taxe provinciale sur le tabac de 2,50 \$ la cartouche générerait environ 100 millions de dollars de revenus supplémentaires pour le Gouvernement du Québec, et ce, tout en tenant compte de la baisse du tabagisme qu'une telle mesure entraînerait.

« *Puisque la lutte contre le tabagisme s'avère rentable, tant au plan social qu'au plan économique, le gouvernement doit, en toute logique, procurer les moyens pour poursuivre efficacement cette lutte* » conclut Louis Gauvin.

- 30 -

Contacteur :

- Louis Gauvin, Coalition québécoise pour le contrôle du tabac : (514) 598-5533 ; pagette : (514) 361-7046
- Pierre-Yves Crémieux, vice-président, Groupe d'Analyse Économique : (617) 349-2135 ; cellulaire : (617) 962-4733
- François Damphousse, directeur, Bureau du Québec, Association pour les droits des non-fumeurs, (514) 843-3250
- Mario Bujold, directeur général, Conseil québécois sur le tabac et la santé, (514) 948-5317 #22 ; cell.: (514) 882-5317
- Suzanne Lemire, Société canadienne du cancer – Division du Québec, (514) 255-5151
- Gilles Lépine, Directeur général Association régionale du Sport étudiant de Québec et de Chaudière-Appalaches, (418) 657-7678 poste 102 / cellulaire : (418) 561-0534

Documents disponibles sur demande :

- Déclaration signée par les 90 organismes (argumentaire détaillé) [disponible par courriel]
- Résultats du sondage de *Léger Marketing* [disponible par télécopieur]
- Étude économique du *Groupe d'Analyse Économique* [disponible par courriel]
- Méthodologie de l'étude économique du *Groupe d'Analyse Économique* [disponible par courriel]
- Recommandation du *Center for Disease Control and Prevention* [disponible par télécopieur]